

Réalité et ‘fake news’

La narration russe de la guerre en Syrie entremêle des faits réels avec des fausses informations qui contredisent radicalement le point de vue dominant de l’opinion publique occidentale.

Marc Marginedas

Iguil est un mot qui se répète constamment lors des couvertures que réalisent les chaînes fédérales russes quand elles diffusent des informations sur la guerre en Syrie. Ce terme correspond en espagnol à ISIS, acronyme couramment utilisé pour identifier le groupe ultra-radical État islamique (EI). Il s’agit d’un nom connu de la très grande majorité des citoyens russes qui, automatiquement et sans nuance, l’identifient au terrorisme. À tel point *Iguil* est synonyme de violence et de destruction dans ce pays que la législation russe exige, chaque fois que ce nom est mentionné publiquement, que le média concerné apostille qu’il s’agit d’un groupe « interdit » par le gouvernement sur tout le territoire national.

Lorsque la Russie livrait sa campagne de bombardements dans le pays arabe en septembre 2015, il n’y avait pas une seule chronique ou une seule information télévisée qui ne mentionne le terme *Iguil* à une ou plusieurs reprises. Les agences de presse officielles de Moscou ont commencé rapidement à suivre les traces de leurs collègues dans les médias audiovisuels, même plusieurs mois après la chute des premières bombes russes sur le sol syrien, alors qu’il était clair aux yeux de tous les observateurs que la destruction de l’EI ne figurait pas parmi les priorités de la mission russe. À l’occasion du premier anniversaire du début de l’opération militaire russe, la version en anglais de Sputnik publiait un recueil d’articles dans une section sous le titre éloquent : « la Russie versus ISIS en Syrie ». Le terme « terrorisme » occupait une place importante dans les différents textes diffusés sous ce titre frappant.

Depuis le début de l’intervention militaire en Syrie, la Russie a voulu mettre dans le même sac tous les groupes d’opposition confrontés au régime de Bachar al Assad, son allié à Damas, en les amalgamant et en les étiquetant sous le funeste acronyme *Iguil*. Les médias sponsorisés par l’État russe ont transmis à leur audience un message sans nuance, en termes absolus, en noir et blanc, et qui en résumé signifie que le pays mène une guerre en Syrie contre un type de terrorisme sans égal. Identifier l’objectif des bombardements russes avec le nom du groupe le plus extrémiste, dont l’acronyme et les actions barbares étaient largement connues en septembre 2015 tant à l’in-

térieur qu’à l’extérieur du pays, renforçait sans réserve cette version du conflit qui était lancée par le Kremlin.

Cependant, la réalité sur le terrain présentait un panorama beaucoup plus complexe que celui que Moscou voulait bien transmettre. Comme l’avait déjà fait l’aviation de Damas au cours des premières phases de la guerre syrienne, les avions russes ont concentré leurs actions militaires dans les provinces d’Idlib, Hama et Alep, ville d’où l’EI avait été expulsé fin 2013 et début 2014 et là où étaient actifs de nombreux groupes rebelles, tant modérés qu’extrémistes, mais tous opposés au régime d’Al Assad, l’allié de Moscou. En revanche, Raqqa, la capitale du califat autoproclamé et toute la vallée de l’Euphrate jusqu’à la frontière avec l’Irak, espace préféré d’expansion des troupes d’Abu Bakr al Baghdadi, sont restées dans l’ensemble à l’abri des actions militaires russes.

Il est difficile d’établir avec certitude le pourcentage de bombardements russes dirigés, d’une part, contre les ultra-radicaux de l’EI et, d’autre part, contre les rebelles de tendances diverses. Les chiffres varient en fonction des sources, dont beaucoup sont concernées par le conflit. En octobre 2015, un mois après le début des opérations, le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, estimait que seuls deux des 57 frappes aériennes russes ont ciblé les positions de l’EI, soit un chiffre inférieur à 10 %. Il existe un consensus général selon lequel une part importante des bombardements s’est produite sur le territoire des insurgés en guerre contre Damas, en épargnant l’EI.

En fait, au cours de la première phase de l’intervention militaire russe, seuls des bombardements intensifs avec des avions de chasse Sukhoï et Mig russes ont été constatés contre les ultra-radicaux pendant un court laps de temps en automne 2015, concrètement à la mi-novembre. À cette époque, Moscou venait de reconnaître que l’Airbus A321 de la compagnie russe Metrojet qui s’était crashé dans le désert du Sinaï au mois d’octobre, peu de temps après son décollage de l’aéroport de Charm el Cheikh, avait été victime d’un attentat organisé et exécuté par la rame égyptienne de l’EI. À l’égard de l’opinion publique, le Kremlin éprouvait le besoin d’apporter une réponse forte contre la « marque extrémiste » – on ignore la relation

entre le leadership de l'EI à Raqqa et sa branche égyptienne en marge du serment d'allégeance de ces derniers à El Baghdadi – responsable de la mort de 224 personnes, entre passagers et membres de l'équipage.

Le traitement de l'information de la part du gouvernement russe à cette action terroriste est tout un exemple de comment les autorités russes gèrent les informations en rapport avec la guerre dans le pays arabe. Le 17 novembre, trois semaines après avoir privilégié la thèse d'une défaillance mécanique dans l'avion et démenti les premiers indices, les versions provenant de pays occidentaux et même des protestations de la propre compagnie aérienne, Vladimir Poutine, devant les caméras de télévision, accompagné de ministres et de dirigeants des services secrets, reconnaissait officiellement qu'en réalité l'appareil avait été victime d'un attentat déclenché par l'explosion d'une bombe artisanale.

Cette reconnaissance passait inaperçue, presque sur la pointe des pieds, par les médias tant locaux qu'occidentaux surchargés et traumatisés, dont l'attention était déjà tournée à cette époque vers les attentats simultanés perpétrés à Paris et dans sa périphérie quatre jours auparavant, le 13 novembre, et qui avaient provoqué la mort de 130 personnes. On avait l'impression que le haut dirigeant russe avait attendu le moment le plus propice à ses intérêts pour faire cette déclaration et, au passage, essayer d'établir un partenariat militaire avec la France dans un état de choc après la terrible attaque subie par la capitale. L'alliance franco-russe à laquelle aspirait le leader du Kremlin ne s'est pas concrétisée car, quelques jours plus tard, il était constaté que l'objectif de la mission militaire russe restait en effet de consolider son aide à son allié, Al Assad.

Les atrocités présumées commises par l'aviation russe en Syrie, dénoncées par les principales ONG internationales de droits de l'Homme et reproduites régulièrement dans la presse internationale, n'avaient aucune place dans les reportages locaux de Moscou. En mars 2016, Amnesty International accusait non seulement la Syrie, mais aussi la Russie, de bombarder « délibérément des hôpitaux et autres structures médicales » afin de permettre aux forces gouvernementales d'avancer et de « priver la population civile de cette ligne de vie essentielle, n'ayant pas d'autre choix que de fuir ». Quelques jours auparavant, en février, un raid aérien, apparemment coordonné, contre deux écoles et cinq cliniques tenues par l'organisation Médecins sans frontières dans les zones contrôlées par les rebelles de la province d'Idlib, avait coûté la vie à au moins 50 personnes.

Mais les récriminations ne se sont pas arrêtées là. Au mois de juillet, Human Rights Watch publiait un rapport dénonçant que l'opération militaire russo-syrienne utilisait « de façon constante » des armes à sous-munitions contre des objectifs situés dans les provinces d'Idlib et d'Alep, violant ainsi le droit International humanitaire qui interdit l'emploi d'armes frappant sans discrimination des zones peuplées de civils. Finalement, au mois de mars 2017, l'Observatoire syrien des droits de l'Homme estimait que

dès le début de ses opérations, l'aviation russe avait fait 5 017 victimes civiles, dont un quart était des enfants.

Tandis que tous ces événements étaient largement couverts par les médias occidentaux, les journaux télévisés russes offraient dans leurs programmes de télévision une image bien différente de la participation de leur contingent au conflit syrien : les soldats russes déployés en Syrie étaient « implacables » et très efficaces face au terrorisme, tout en se montrant compatissants avec les besoins de la population civile touchée par la guerre, qu'ils respectaient et dont ils prenaient soin.

Pour renforcer cette image de compétence face à l'extrémisme mais aussi de sensibilité à la souffrance des Syriens, Moscou s'est mis au travail. En octobre 2016, elle informait qu'au cours des huit mois derniers, un total de 37 000 « terroristes » avaient trouvé la mort suite à la campagne militaire en Syrie, dont 2 700 étaient originaires de Russie et de l'espace post-soviétique. Ces chiffres semblent irréels si on les compare avec les estimations plus fiables provenant de sources indépendantes sur le nombre total d'hommes enrôlés dans l'EI. Dans son livre, *ISIS : A History*, publié 2016, Fawaz Gerges, professeur de Relations internationales et politique du Moyen-Orient à la London School of Economics, de nationalité libanaise et américaine, estime que le nombre total de combattants ultra-radicaux seraient près de 30 000. Les déclarations russes ne faisaient état d'aucune victime civile causée par son aviation.

Peu après, en décembre, en pleine offensive finale contre les quartiers d'Alep contrôlés par les rebelles, Moscou revenait à la charge avec une série de reportages diffusés sur les chaînes nationales – rigoureusement contrôlées par le Kremlin – réalisés depuis le « centre pour la réconciliation » ouvert par l'armée russe dans la deuxième ville syrienne, victime d'une persécution féroce, où l'on offrait aux familles des couvertures et des aliments tout en veillant à leurs besoins.

La version officielle

Les conférences de presse tenues régulièrement par la porte-parole russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, au siège ministériel de Moscou, revêtent une grande importance dans la construction de la narration russe du conflit, où s'entremêlent des faits réels avec des fausses informations qui contredisent radicalement le point de vue dominant de l'opinion publique européenne et américaine sur le conflit.

En octobre 2016, une école de la province d'Idlib était bombardée lors d'une attaque, apparemment de manière délibérée, qui a coûté la mort à au moins 35 personnes, dont plusieurs enseignants et enfants ayant entre six et 15 ans. La Maison Blanche accusait immédiatement et par le biais de son porte-parole, Josh Earnest, la « Russie ou la Syrie » du bombardement.

Cette après-midi-là, Zakharova s'est présentée dans la salle de presse visiblement fâchée et accompagnée d'un

fonctionnaire transportant un projecteur de diapositives. La porte-parole a consacré la plupart de son intervention à égrener les cas où les États-Unis avaient été accusés récemment de bombarder des objectifs civils dans les guerres qu'ils menaient, en y incluant la projection d'images. Certains incidents rapportés au cours de la session, comme le bombardement d'un hôpital dirigé par MSF à Koundouz (Afghanistan) en octobre 2015, étaient véridiques et avaient été confirmés par des sources indépendantes.

Cependant cette haute fonctionnaire s'est limitée à transférer, imperturbable, à l'aviation américaine la responsabilité des raids qui avaient entraîné la mort de civils dont la participation russe ne faisait aucun doute, comme l'attaque coordonnée contre plusieurs hôpitaux de la province d'Idlib également dirigés par MSF, mentionnée auparavant. Et elle le faisait devant de journalistes étrangers ayant une connaissance approfondie de la politique russe, mais peu d'expérience sur le terrain en Syrie. Il est très probable que certains d'eux ignoraient même que le théâtre des opérations des USA en Syrie était loin d'Idlib, à plus de 300 kilomètres, dans les provinces de Raqqa et de Deir Ez-Zor, et qu'il était donc impossible qu'ils aient participé à ce massacre, comme l'affirmait le gouvernement russe par le biais de son porte-parole des Affaires étrangères.

Afin de mettre fin à une couverture essentiellement défavorable de la part des médias occidentaux, dès le début de l'intervention militaire, les autorités russes n'ont épargné aucun effort et ont invité en Syrie des journalistes occidentaux accrédités à Moscou, en leur facilitant les déplacements et en leur offrant une couverture logistique. Au cours de certains de ces voyages, il s'est produit de graves incidents, comme un prétendu bombardement au cours du premier cessez-le-feu décrété en Syrie en mars 2016, contre des positions gouvernementales alors que celles-ci étaient visitées par un groupe de reporters espagnols, grecs, américains et autres nationalités venus de Moscou. Selon les témoignages de participants à ce voyage, les projectiles sont tombés à une distance de 20 mètres. Les accompagnateurs russes semblaient réellement inquiets et préoccupés par la situation et il y a eu même des moments de forte tension.

Cependant, les propres accompagnateurs russes ont informé que deux personnes auraient été tuées pendant cette attaque qui, à priori, constituait une violation flagrante de la part des rebelles de la cessation des hostilités conclue et, par ailleurs, filmée en direct par la presse mondiale. Les reporters n'ont jamais vu de leurs propres yeux les deux morts dont parlaient les sources russes et quelques personnes présentes ont évoqué aussi la possibilité d'une mise en scène théâtrale de la part du tandem russo-syrien pour discréditer leurs ennemis.



Conférence de presse du porte-parole militaire, Igor Konashenkov, à propos du bombardement américain de la base aérienne de Al Chayrat, en Syrie. Moscou, le 7 avril 2017. /SERGEI BOBYLEV\TASS VIA GETTY IMAGES

Enfin, en observant la réaction russe et la couverture ultérieure réalisée par les médias russes en langue étrangère, comme la chaîne RT, sur la dernière attaque avec des armes chimiques dans la province d'Idlib au mois d'avril, qui a fait 70 morts, Cynthia Hooper, professeure américaine d'études sur la Russie et l'Europe de l'Est à l'Université Princeton, a défini la stratégie informative du Kremlin par la devise suivante : « Mettre l'accent sur un message unifié aux yeux de l'opinion publique locale et créer de la confusion à l'extérieur ».

Pour étayer sa thèse, cette professeure cite une vidéo diffusée sur YouTube, dans laquelle le porte-parole militaire, Igor Konashenkov, s'adressant à ses compatriotes en russe, affirmait que la fuite de gaz chimiques s'était produite lors du bombardement suite auquel un atelier de fabrication de produits chimiques dirigé par les rebelles aurait été endommagé. Pour l'extérieur, RT a réitéré « les mêmes explications », affirme Hooper, avec toutefois une nouveauté : « Sous le titre 'Posez-vous d'autres questions' la chaîne, s'adressant à une audience étrangère », a promis de montrer à son public « certaines vérités que les médias occidentaux cachaient ». Elle a récupéré aussi des archives et projeté des images des prologomènes de la mission très critiquée anglo-américaine en Irak en 2003 et des hautes responsables américains accusant le dictateur irakien Saddam Hussein de détenir des armes de destruction massive. Et elle l'a fait pour se rapprocher et pour sympathiser avec cette partie non négligeable de la gauche européenne pour laquelle la guerre d'Irak est encore un exemple « arbitraire » et « d'hypocrisie » qui, selon elle, domine dans les relations internationales. ■